



**CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT**

FR

Bruxelles, le 30 janvier 2012
(OR. en)
EUCO 15/12
PRESSE 29
PR PCE 12

**Intervention devant la presse
de M. Herman Van Rompuy, président du Conseil européen,
à l'issue de la réunion informelle des
membres du Conseil européen**

Bonsoir,

Nous avons pris aujourd'hui des décisions dans un certain nombre de domaines afin de poursuivre notre action en vue de rétablir la confiance à l'égard de nos économies.

L'année dernière, les dirigeants européens ont dû prendre des mesures difficiles et parfois douloureuses pour stabiliser la zone euro mais, comme vous le savez tous, c'était nécessaire et nous commençons maintenant à voir que l'effort en valait la peine.

Nous avons cependant conscience que la stabilité financière n'est pas suffisante en soi pour sortir de la crise économique. Nous devons faire davantage, notamment en termes de croissance économique et d'emploi.

C'est ce que nous avons appelé, vous le verrez dans la déclaration, "un assainissement" budgétaire "axé sur la croissance et [...] une croissance favorable à l'emploi".

Qu'entendons-nous par là?

Réduire radicalement les déficits mais ne pas sacrifier les investissements tournés vers l'avenir.

Accroître la compétitivité de nos entreprises, tout en faisant en sorte qu'il soit plus intéressant pour elles d'embaucher.

P R E S S E

Dirk De Backer - Porte-parole du président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19
Jesús Carmona - Porte-parole adjoint du président - ☎ +32 (0)2 281 9548 / 5150 - +32 (0)475 65 32 15
press.president@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/>

EUCO 15/12

1

FR

Nous nous sommes concentrés sur trois priorités :

Premièrement, créer des emplois, en particulier pour les jeunes. Aider les jeunes femmes et les jeunes hommes dans toute l'Europe à trouver leur place sur le marché du travail.

La semaine dernière, j'ai reçu du Forum européen de la jeunesse une lettre indiquant que "les jeunes, en temps de crise et d'austérité économique, n'ont pas besoin de belles paroles mais d'investissements conséquents".

C'est vrai. C'est pourquoi nous avons décidé de recourir aux fonds européens pour mettre en place des dispositifs d'apprentissage et soutenir les jeunes entrepreneurs.

Stimuler l'emploi relève au premier chef de la responsabilité nationale, mais nous, en tant qu'Union, pouvons faire ensemble une partie du travail, et nous le ferons.

Deuxième priorité: aider les petites et moyennes entreprises à accéder au crédit, par exemple en mobilisant des fonds disponibles de l'UE pour soutenir les employeurs et réduire les lourdeurs administratives.

Troisième priorité: le marché unique. Nous sommes déterminés à lever les derniers obstacles à son achèvement, par exemple en mettant la dernière main au marché numérique et au marché de l'énergie. La priorité doit aller aux mesures les mieux à même de stimuler la croissance et l'emploi.

La réunion d'aujourd'hui constitue une étape du semestre européen jusqu'à nos réunions des mois de mars et juin. Toutes ensemble, nos décisions peuvent réellement faire la différence. Pour les jeunes, elles peuvent faire la différence entre le chômage et un premier emploi. Pour une petite entreprise, la différence entre être contrainte de licencier un employé et pouvoir embaucher une personne supplémentaire. Le but est d'offrir des perspectives, de donner de l'espoir.

Le deuxième thème à l'ordre du jour de notre réunion d'aujourd'hui était la poursuite des travaux visant à stabiliser la zone euro. Nous avons réalisé d'importants progrès dans notre stratégie destinée à surmonter la crise et à tisser des liens plus étroits entre nos économies dans un cadre plus solide.

Permettez-moi de mentionner quatre éléments.

Premièrement: nous nous sommes accordés sur le texte du pacte budgétaire, un traité sur la stabilité et la convergence au sein de l'union économique et monétaire, que nous avons approuvé. Les dix-sept dirigeants des pays de la zone euro le signeront lors de notre prochaine réunion, qui se tiendra au mois de mars, de même que les dirigeants des États qui ne font pas partie de la zone euro qui le souhaitent. Le traité vise avant tout à renforcer la responsabilité et à améliorer la surveillance. Tout pays qui le signe s'engage à introduire un "frein à l'endettement" ou "règle d'or" dans sa propre législation, et ce, au niveau constitutionnel ou équivalent. De nouvelles règles de vote et un mécanisme de correction automatique permettront de veiller plus efficacement au respect des dispositions. Vingt-cinq États membres le signeront, c'est-à-dire tous à l'exception du Royaume-Uni et de la République tchèque. Le traité entrera en vigueur lorsque douze États membres dont la monnaie est l'euro l'auront ratifié.

Deuxièmement: nous avons approuvé l'accord entre les dix-sept sur le traité instituant le mécanisme européen de stabilité. Nous demandons aux ministres des finances de le signer lors de la prochaine réunion de l'Eurogroupe, afin qu'il puisse prendre effet à compter de juillet 2012. L'entrée en vigueur rapide de ce pare-feu permanent préviendra la contagion dans la zone euro et contribuera encore à rétablir la confiance.

Troisièmement: comme convenu en décembre, nous réexaminerons au mois de mars si les ressources disponibles au titre des fonds de secours - FESF et MES - sont suffisantes. -- C'est-à-dire dans moins de cinq semaines puisque notre prochain sommet est fixé au 1^{er} mars.

Quatrième et dernier élément: en ce qui concerne la Grèce, nous nous félicitons des progrès accomplis dans les négociations avec le secteur privé. Nous engageons vivement les autorités grecques et la troïka à parvenir à un accord sur les mesures destinées à remettre le programme actuel sur la bonne voie. Nous demandons instamment aux ministres des finances de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'accord sur la participation du secteur privé soit mis en œuvre et pour que le nouveau programme soit adopté d'ici la fin de la semaine, suffisamment à l'avance pour que l'opération de participation du secteur privé soit lancée d'ici la mi-février.

Encore un point, et ce sera le dernier. Même si ce n'était pas officiellement prévu aujourd'hui, nous avons aussi brièvement abordé des questions de politique étrangère. J'ai publié un communiqué de presse séparé à ce propos, donc je me contenterai de citer les trois thèmes que nous avons évoqués. Nous avons avalisé les mesures restrictives à l'encontre de l'Iran, y compris un embargo pétrolier, qui ont fait l'objet d'une décision des ministres des affaires étrangères la semaine dernière. Nous avons exprimé notre indignation face aux atrocités commises par le régime syrien et à la répression qu'il exerce, et nous avons appelé les membres du Conseil de sécurité des Nations unies à prendre les mesures tant attendues pour que cesse la répression.

Enfin, puisqu'il ne faudrait pas oublier qu'il y a aussi des bonnes nouvelles, nous nous sommes félicités de voir le gouvernement de la Birmanie/du Myanmar opter pour des réformes pacifiques et l'avons encouragé à poursuivre sur cette voie.